

Soutien au mouvement démocratique de Hong Kong !

vendredi 3 juillet 2020, par [Solidarity \(USA\)](#) (Date de rédaction antérieure : 30 juin 2020).

En représailles au mouvement de Hong Kong qui a débuté l'année dernière, et qui a connu des affrontements de rue prolongés entre la police et les manifestant.es, la Chine a décidé d'imposer unilatéralement de nouvelles lois de sécurité nationale à Hong Kong.

Ces lois contournent gravement l'autonomie existante de Hong Kong, en imposant la création de bureaux de sécurité nommés par Pékin et un renforcement de la police pour réprimer les individus soupçonnés de porter atteinte à la « sécurité nationale » - définie de manière très vague et soumise à l'autorité de Pékin.

Ces lois menacent même de cibler les résident.es permanent.es de Hong Kong vivant à l'étranger.

Les détails de ces lois n'ont été communiqués aux Hongkongais.es qu'après l'adoption officielle du projet de loi mardi 30 juin, y compris aux plus hauts responsables de Hong Kong : même la cheffe de l'Exécutif et le Secrétaire à la justice n'ont pas leur mot à dire lors du processus d'élaboration du projet de loi.

De nombreux expert.es juridiques et militant.es ont fait remarquer que ces lois signifient en fait la fin de la formule « un pays, deux systèmes » mise en place à Hong Kong. Ces lois reflètent l'empressement de Pékin à privilégier le contrôle autoritaire de l'État au détriment du droit des électeurs/trices à déterminer leur propre avenir politique.

Ce n'est pas une coïncidence si des adeptes de l'art nazi de gouverner, comme Jiang Shigong, ont été de plus en plus souvent nommés à des postes influents dans les structures politiques de Pékin concernant Hong Kong.

Les courants se réclamant du socialisme et de l'internationalisme doivent soutenir le peuple de Hong Kong dans sa lutte contre la répression de l'État chinois. Ce mouvement est extrêmement divers, comportant de nombreux courants idéologiques différents, dont des factions pro-américaines et de gauche.

- Nous condamnons les tentatives du gouvernement chinois d'utiliser l'existence de courants nationalistes pour neutraliser les tentatives de construire à Hong Kong des liens de solidarité avec les habitant.es de la Chine continentale et d'ailleurs.

- Nous nous opposons également fermement à la xénophobie que certain.es membres du mouvement manifestent à l'égard des Chinois.es du continent.

Le mouvement de Hong Kong n'est pas un mouvement pour l'indépendance nationale - une position qui reste minoritaire dans le mouvement - mais sans aucun doute un mouvement pour l'autodétermination qui essaie de faire entendre sa propre voix dans la rivalité inter-impériale entre les États-Unis et la Chine.

Cette nouvelle dynamique de guerre froide entre Washington et Pékin masque le véritable conflit de pouvoir dans le monde d'aujourd'hui : entre les élites des États capitalistes et la classe ouvrière internationale.

La croissance économique miraculeuse de la Chine au cours des dernières décennies a reposé sur la sur-exploitation de sa propre classe ouvrière, ainsi que la poursuite de l'extraction des ressources du

Sud pour fournir au Nord des produits à bas prix.

L'accusation de Pékin selon laquelle les manifestant.es de Hong Kong seraient soutenu.es par une « ingérence étrangère » est également hypocrite. Elle généralise indûment l'existence de liens entre le mouvement et des organisations voulant changer le système américain comme le National Endowment for Democracy (NED), alors que les groupes pro-Pékin ont depuis longtemps leurs propres connexions avec ce même NED.

Le régime de Pékin est plus qu'heureux de courtiser les entreprises américaines de technologie de surveillance et de lutte anti-émeute, afin de l'aider dans ses campagnes de répression à Hong Kong et au Xinjiang. Beaucoup de ces entreprises sont les mêmes que celles ayant récemment aidé au meurtre de Noirs et de manifestants contre les brutalités policières aux États-Unis.

La réponse des élites politiques américaines a été inefficace et intéressée :

La loi sur les droits humains et la démocratie à Hong Kong (HKHRDA) n'a apporté aucun soutien substantiel au mouvement, tout en l'impliquant insidieusement en faveur des sanctions inhumaines des États-Unis contre l'Iran et la Corée du Nord.

D'autre part, la loi « Protect Hong Kong Act », qui aurait permis d'empêcher certaines entreprises américaines de fournir des gaz lacrymogènes et d'autres armes à la police de Hong Kong, a été bloquée au Sénat.

En outre, l'administration Trump a montré que même le plus petit geste de soutien aux dissident.es de Hong Kong, du continent ou du Xinjiang est relégué au second plan face aux intérêts des élites économiques dans les relations commerciales volatiles entre les États-Unis et la Chine.

Avec l'interdépendance des marchés américain et chinois, Hong Kong se retrouverait piégé dans un lien géopolitique pernicieux ; trouver une troisième voie est sa seule chance de libération.

- Nous condamnons l'intervention de l'establishment politique américain dans les affaires de Hong Kong pour satisfaire ses propres desseins impériaux.

- Mais nous reconnaissons également que les liens existant entre les États-Unis et une petite minorité d'opposant.e.s ne délégitiment pas la lutte de tout un mouvement de masse contre l'un des gouvernements les plus exploités du moment.

Comme l'a écrit Lénine en 1916, « *Le fait que la lutte contre une puissance impérialiste pour la liberté nationale peut, dans certaines conditions, être exploitée par une autre » grande« puissance dans ses propres buts également impérialistes, ne peut pas plus obliger la social-démocratie à renoncer au droit des nations à disposer d'elles-mêmes, que les nombreux exemples d'utilisation par la bourgeoisie des mots d'ordre républicains dans un but de duperie politique et de pillage financier, par exemple dans les pays latins, ne peuvent obliger les social-démocrates à renier leur républicanisme ».*

<https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1916/01/19160100.htm>

Alors que le peuple de Hong Kong entre dans une phase encore plus sombre de la lutte contre ces lois sécuritaires, nous appelons les autres courants se réclamant du socialisme à continuer à mettre en place des réseaux de soutien à partir de la base, afin soutenir et donner davantage de poids aux éléments progressistes du mouvement.

Un obstacle immédiat à la solidarité vient directement de certains éléments de la gauche occidentale, ceux qui ont répandu la désinformation pour blanchir les crimes du gouvernement chinois au nom de « l'anti-impérialisme ».

Ces agissements sont particulièrement choquants au plein milieu d'un mouvement mondial contre l'offensive répressive, au moment même où la Chine continue tranquillement à tirer des enseignements des méthodes américaines de contre-insurrection et de maintien de l'ordre, et à les adopter.

La gauche doit lutter avec vigilance contre ces racontars pour véritablement construire un mouvement de masse efficace contre tous les impérialismes.

Nous invitons enfin les syndicats, les mouvements sociaux et les autres organisations de masse à montrer aux Hongkongais.es qu'il existe des alternatives pratiques au lobbying auprès du gouvernement américain pour obtenir son soutien.

Tout comme les gouvernements antidémocratiques, des États-Unis à la Chine, continuent à travailler en tandem pour bâillonner la voix et écraser les droits des peuples au profit des capitalistes, les mouvements de masse doivent dépasser les frontières nationales pour construire un avenir démocratique, révolutionnaire et socialiste.

Comité national de Solidarity (USA)

30 juin 2020

P.-S.

<https://solidarity-us.org/defend-hong-kong-democracy-movement/>

Traduction en français ESSF